



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Marché d'exploitation des installations de chauffage, ventilation et climatisation – CVC de l'Ecole nationale supérieure des Arts Décoratifs

Référence du marché : 2024A0000005

Type de Procédure : procédure formalisée en application des articles R.2124-1° à R.2124-6°, du code de la commande publique

Type de contrat : Marché mixte à prix global et forfaitaire avec part à bon de commande conformément aux articles L2125-1 et suivants du code de la commande publique et aux articles R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique.

SOMMAIRE

Article 1 – Objet et présentation du marché.....	5
1.1 Objet du marché	5
1.2. Présentation du marché	5
1.3. Description des ouvrages et limite de prestations	7
Article 2 – Documents contractuels	7
2.1. Les pièces générales	7
2.2. Les pièces particulières	7
Article 3 – Prise en charge – Remise en fin de marché.....	8
3.1. Prise en charge en début de marché	8
3.2 Remise en fin de marché	8
Article 4 - Documents à remettre initialement par le titulaire.....	9
Article 5 - Conditions et modalités d'exécution	9
5.1. Conditions.....	9
5.2. Programme, Durée et délai d'intervention.....	10
5.3. Modification de prestation en cours d'exécution	11
5.4. Désignation des agents.....	13
5.5. Visite médicale	14
5.6. Vêtement de travail et identification du personnel du titulaire	14
5.7. Tenue et comportement des intervenants du titulaire.....	14
5.8. Agrément	15
5.9. Récusation et remplacement	15
5.10. Stabilité des effectifs.....	16
5.11. Travailleurs étrangers.....	16
5.12. Suivi des connaissances	16

5.13. Locaux mis à disposition du titulaire.....	17
5.14. Prestations fournies au titulaire.....	18
5.15. Accès aux locaux et aux équipements administratifs	18
5.16. Forme des communications	19
Article 6 – Mesures particulières.....	20
6.1. Grèves.....	20
6.2. Interdictions momentanées.....	20
Article 7 – Assurances et responsabilité.....	20
7.1. Assurance.....	20
7.2. responsabilité du titulaire envers les tiers.....	21
Article 8 – Sous-traitants.....	21
8.1. Déclaration, acception, et agrément.....	21
8.2. Condition d'intervention d'un sous-traitant	23
Article 9 – Prix.....	24
9.1. Contenu des prix	24
9.2. Actualisation des prix.....	24
9.3. Révision des prix.....	24
Article 10 – Modalités de paiement	25
10.1. Généralités.....	25
10.2. Mentions sur les factures.....	26
10.3. Délais de paiement	27
10.4. Avance versées au titulaire.....	27
10.5. Avance versée aux sous-traitants	28
10.6. Prestations non conformes.....	29
10.7. Règlement des sous-traitants	29
Article 11 – Pénalités et Mesures coercitives	29
11.1. Pénalités	29

11.2. Disposition d'application	31
11.3 - Non-restitution ou perte de clefs.....	31
Article 12 – Opérations de vérifications et d'admission.....	32
Article 13 – Garantie :	32
Article 14 – Règlement des différends.....	33
Article 15 – Modification en cours d'exécution du marché.....	33
Article 16 – Obligation de discrétion.....	33
Article 17 – Dispositif de vigilance	34
Article 18 – Conditions de résiliation du marché.....	35
Article 19 – Dérogations au CCAG – FCS.....	35

Article 1 – Objet et présentation du marché

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'exécution des prestations d'exploitation et de maintenance préventive de type P2 des installations de chauffage ventilation et climatisation de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs (ENSAD), sise 31 rue d'Ulm 75005 Paris.

L'ENSAD est un établissement recevant du public (ERP) de type R, classé en 2ème catégorie (800 personnes simultanées), muni d'un système de sécurité incendie de catégorie A. L'école représente un ensemble de bâtiments d'une superficie totale de 11.572 m² SHON :

- Erasme : 4 471 m² SHON,
- Angle : 1 324 m² SHON,
- Ulm : 5 777 m² SHON,

Pour information, l'ENSAD est fermée pendant 5 semaines durant la période estivale des congés scolaires (en général le mois d'août), et 15 jours correspondant théoriquement aux vacances scolaires de la fin de l'année.

Le bâtiment Vissol d'une surface de 800 m², en cours de démolition sera reconstruit au cours du 1er semestre de l'année 2025.

Les prestations du présent marché, en particulier l'exploitation et la maintenance des installations de chauffage ainsi que la maintenance de chambres froides, pourront alors être appliqués au plus tôt le 1er septembre 2025 sur ce nouveau bâtiment, sans modifier de manière substantielle l'équilibre du marché, en vertu de l'article L2194-1 du code de la commande publique.

1.2. Présentation du marché

1.2.1 Forme du marché

Le marché est traité à prix global et forfaitaire pour les prestations définies dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) figurant en annexe 1 de l'acte d'engagement.

Le marché comprend une part à commandes exécutée :

- par l'émission de bons de commande (conformément aux articles R. 2162-2 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique) pour les prestations figurant au Bordereau des Prix Unitaires (annexe 2 de l'acte d'engagement) ;
- par la conclusion de bon de commande pour les prestations ne figurant pas au Bordereau des Prix Unitaires et qui seront commandées en fonction du tarif catalogue du titulaire remis.

La globalité de la part à commandes (y compris les commandes relatives aux marchés subséquents) est plafonnée à 30% du montant forfaitaire annuel du marché.

1.2.2. Allotissement

Les prestations d'exploitation et de maintenance préventive de type P2 des installations de chauffage ventilation et climatisation font l'objet d'un marché unique pour l'ensemble des bâtiments.

1.2.3 Tranches

Aucune tranche n'est prévue pour le marché de la présente consultation.

1.2.4 Durée du marché - reconduction

Le marché est conclu pour une durée d'un an, renouvelable annuellement de manière tacite trois fois au maximum. L'ENSAD peut mettre fin au marché en choisissant de ne pas le reconduire. Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

La date initiale de début du marché est fixée à la date de sa notification.

1.2.5 Intervenants

Pour l'exécution du marché, l'ENSAD est représentée par la Direction des services techniques de l'École :

- Le Directeur technique, accompagné du chargé des opérations bâtementaires.

L'entreprise ou le groupement d'entreprises est désigné dans l'ensemble des documents par le terme « le titulaire ».

1.3. Description des ouvrages et limite de prestations

La description des prestations à exécuter au titre du présent marché est portée au Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

Article 2 – Documents contractuels

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le titulaire du présent CCAP.

Les documents contractuels constitutifs du marché sont par ordre de priorité décroissante :

2.1. Les pièces générales

L'Acte d'Engagement, complété par le Titulaire et ses annexes :

- Annexe 1 : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Annexe 2 : le bordereau de prix unitaires (BPU) ;

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :

- Annexe 1 : l'inventaire du matériel ;
- Annexe 2 : la nomenclature des prestations ;
- Annexe 3 : le plan de localisation des équipements.

L'offre technique du titulaire ainsi que son mémoire technique, et ses éventuelles annexes.

2.2. Les pièces particulières

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, dit mois m°, tel que précisé à l'article B1 de l'acte d'engagement.

Les pièces contractuelles générales applicables au présent marché sont :

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) pris en application de l'arrêté du

30 mars 2024,

- le règlement sanitaire départemental type et éventuellement les dispositions locales en vigueur.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Article 3 – Prise en charge – Remise en fin de marché

3.1. Prise en charge en début de marché

La description de l'immeuble et des ouvrages concernés est portée en annexe au CCTP. Ces renseignements sont donnés à titre indicatif.

Le titulaire est réputé avoir vérifié le contenu de cette documentation et déclare être parfaitement informé de :

- la constitution de l'immeuble, des locaux et de la consistance des matériels, équipements qu'il accepte de prendre en charge pour en assurer les prestations objet du marché,
- des contraintes dues à leur destination,
- des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité de l'immeuble.

Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le bâtiment ou ses installations, ou de faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconques.

Le titulaire demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des plans, des schémas et des divers documents contractuels.

Le titulaire renonce à faire état des éventuelles difficultés provenant de l'état des équipements ou installations.

3.2 Remise en fin de marché

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels, équipements et revêtements en état normal d'entretien.

Un mois avant l'expiration du marché, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et de leur niveau d'entretien, est établi avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné.

Le titulaire dispose d'un mois pour lever les réserves formulées dans le procès-verbal. Toute dépense, pour la remise en état des revêtements, des équipements ou des installations provenant d'un manquement du Titulaire au titre des obligations du présent marché, lui sera retenue ou facturée.

Des précisions complémentaires figurent à l'article 6 du CCTP.

Article 4 - Documents à remettre initialement par le titulaire

Dans les 10 jours ouvrés suivant la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur les consignes d'application personnalisées.

Ces consignes sont constituées par les instructions et les informations écrites et établies par le titulaire.

Elles spécifient à chaque intervenant les modalités de réalisation des missions de prévention et de sécurité confiées par l'établissement. Un plan de prévention est établi par le titulaire conjointement avec l'ENSAD avant le démarrage des prestations.

Dans les 10 jours ouvrés qui suivent la notification du présent marché, le titulaire remet à l'acheteur ses attestations d'assurance définies à l'article 7 du présent CCAP.

Article 5 - Conditions et modalités d'exécution

5.1. Conditions

Le titulaire est réputé avoir pris pleine connaissance des plans et documents utiles à l'exécution des prestations, procédé à une visite détaillée des espaces et avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, et s'être entouré de tous renseignements complémentaires auprès de l'acheteur.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des différentes dispositions réglementaires propres à l'ENSAD, ainsi que de toutes les dispositions nouvelles relatives à son fonctionnement.

Le titulaire prend connaissance de toutes celles adoptées en cours d'exécution du marché.

5.2. Programme, Durée et délai d'intervention

5.2.1. Dates et heures

Le planning d'interventions programmées pour le trimestre est établi par le titulaire puis soumis à l'approbation de L'ENSAD. Il fixe les dates et heures ainsi que la nature des visites. Celles-ci sont effectuées du lundi au vendredi (ouverture de l'école à partir de 8h).

Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre, au moins 48 (quarante-huit) heures avant la date prévue.

Sauf accord de l'ENSAD, aucune visite systématique ne peut être effectuée en même temps qu'un dépannage ou une réparation.

Les durées et délais suivants concernant tant les prestations de type P2 que celles faisant l'objet de marchés subséquents.

5.2.2 Durée des interventions

La durée des interventions doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement de l'établissement.

5.2.3 Délais d'intervention

Le titulaire est tenu de procéder au dépannage des installations dans les plus brefs délais, à compter du signalement transmis, soit par courriel, soit via le système de gestion technique centralisée ou de téléalarme, de manière à ne jamais dépasser :

- le temps maximum d'indisponibilité fixé à **12 heures** en ce qui concerne le chauffage des locaux et
- à **24 heures** en ce qui concerne la production d'eau chaude sanitaire.

5.3. Modification de prestation en cours d'exécution

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, l'ENSAD peut réduire ou augmenter les prestations décrites dans le présent marché à la suite de modifications particulières intervenant dans le fonctionnement de l'Etablissement ou à la suite de nouvelles contraintes inhérentes au fonctionnement de l'ENSAD.

A ce titre, les prestations du présent marché, en particulier l'exploitation et la maintenance des installations de chauffage ainsi que la maintenance de chambres froides, pourront alors être appliqués au plus tôt le 1er septembre 2025 sur ce nouveau bâtiment, sans modifier de manière substantielle l'équilibre du marché, en vertu de l'article L2194-1 du code de la commande publique.

Le titulaire est informé par décision, signée par l'acheteur, de la modification des prestations avant la date de prise d'effet de la mesure. Cette décision est adressée par courrier au titulaire en recommandé avec accusé de réception.

Le montant global et forfaitaire est modifié sur la base des prix figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ou dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

L'augmentation ou la réduction de la masse initiale des prestations forfaitaires du présent marché peut être portée à un maximum de plus ou moins 10%.

L'augmentation ou la réduction de la masse initiale des prestations du présent marché traité à bons de commande (y compris ceux relatifs aux marchés subséquents) peut être porté à un maximum de plus ou moins 25%, sachant que la globalité de la part à bons de commande (y compris les marchés subséquents) ne peut dépasser 30% de la globalité du marché.

5.3.1 Modification du volume des prestations forfaitisées : émission de bons de commandes sur la base du Bordereau de Prix Unitaires (BPU) :

L'ENSAD peut demander au titulaire d'effectuer des prestations supplémentaires, sur la base de bons de commande, à l'occasion de journées d'expositions, de conférences, de projections, de colloques, de tournage de documentaire, des journées portes ouvertes etc.

Ces prestations sont réalisées sur la base des prix unitaires figurant dans le BPU en annexe 2 à l'acte d'engagement.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par l'acheteur, conformément à l'article 3.7 du CCAG-FCS.

L'ENSAD établit au fur à mesure de ses besoins, dans le cadre de la part à bons de commande prévue ci-avant, des bons de commandes qui sont adressés au titulaire.

Les bons de commande émis par l'acheteur indiquent, pour chacun :

- la date,
- le numéro du marché,
- le numéro du bon de commande,
- la nature des prestations à réaliser,
- les prix unitaires correspondant au B.P.U.
- les montants H.T. et T.T.C. des prestations en faisant apparaître le montant et le taux de T.V.A,
- la date de début et de fin des prestations ou à défaut la durée d'intervention.

Conformément à l'article R.2462-5 du code de la commande publique, les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité du marché. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché

5.3.2 Modification du volume des prestations forfaitisées : émission de bons de commandes à l'issue de la passation de marchés subséquents

En ce qui concerne les prestations de maintenance traitées hors forfait et ne faisant pas l'objet de postes de prix dans le BPU mais sur la base du catalogue de prix du titulaire remisé, elles sont également traitées par bon de commande.

L'ENSAD adresse un signalement au titulaire.

La demande d'intervention comprend toutes les données techniques et géographiques de l'intervention à réaliser. Sauf indications contraires établies pour des raisons de sécurité, l'intervention doit s'effectuer dans les 48 heures pour rendre l'appareil opérationnel.

À réception de cette demande, le titulaire prend contact avec le correspondant de L'ENSAD pour une visite éventuelle, et établit une cotation écrite sur la base des prix unitaires figurant au tarif public du titulaire, après application de la remise consentie.

La totalité des prestations réalisées sur la base de bons de commande (issus du BPU et des marchés subséquents), ne doit en aucun cas dépasser le montant maximum du marché, à savoir 30% du montant forfaitaire annuel.

5.4. Désignation des agents

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour l'exécution des prestations objet du présent marché. Elles doivent posséder la qualification professionnelle et l'habilitation et / ou les connaissances requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire met en œuvre toute action de formation nécessaire au perfectionnement de ce personnel pour l'exercice de sa profession. Chaque année, le titulaire remet à l'ENSAD le plan de formation de son personnel.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est l'interlocuteur principal de la personne publique ou de son représentant. Toute nomination, ou changement de responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

L'acheteur peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres dans un délai de 15 jours. Ce délai peut être réduit à 24H si le motif provient d'un non-respect caractérisé des clauses du présent marché, ou en cas de faute grave caractérisée.

Cette liste, comportant les fonctions desdites personnes, est remise à jour lors de tout changement et transmise, par le titulaire au service bâtiment, maintenance et sécurité de l'ENSAD, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard dans les quarante-huit (48) heures.

5.5. Visite médicale

Le titulaire doit soumettre obligatoirement à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent avant sa prise de fonction.

Les visites médicales sont assurées par le service médical du titulaire.

5.6. Vêtement de travail et identification du personnel du titulaire

Le titulaire doit doter chaque intervenant d'une tenue de travail identifiable, qui est soumise à l'approbation du responsable de la sécurité de L'ENSAD.

Tous les agents intervenant pour le compte du titulaire dans les locaux de l'ENSAD y compris le personnel d'encadrement et les éventuels sous-traitants, doivent en permanence porter un badge personnalisé, fournis par le titulaire.

5.7. Tenue et comportement des intervenants du titulaire

Le personnel mis à disposition par le titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'établissement.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer dans tous les locaux de l'établissement sans exception
- Tenue vestimentaire en bon état de propreté, identifiant la société
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles prévues par le présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement,
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque
- Interdiction d'utiliser les téléphones sans autorisation expresse de l'acheteur public.
- Interdiction d'utiliser les matériels informatiques.

Les intervenants du titulaire doivent observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de L'ENSAD.



En outre, les intervenants doivent faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et du patrimoine immobilier et mobilier de l'ENSAD et veiller au strict respect des consignes et des règlements édictés par l'ENSAD.

L'usage des matériels et des équipements contenus à l'intérieur des locaux de l'ENSAD lui est interdit ; c'est notamment le cas des appareils de téléphonie, les photocopieurs, les ordinateurs ainsi que tous les consommables de bureaux tels que papiers, cartouches, etc. Cette disposition ne concerne pas les matériels mis à disposition par l'ENSAD.

L'ENSAD peut demander le changement du responsable du titulaire ou de l'un des membres de son personnel pour des motifs dûment justifiés et en particulier s'il n'assure pas, dans des conditions satisfaisantes, les tâches vis-à-vis des interlocuteurs de l'ENSAD ou d'autres personnes avec lesquelles il est en contact dans le cadre de la mission confiée.

5.8. Agrément

Les personnels d'intervention et de remplacement nommément désignés par le titulaire en vue de l'exécution des prestations du présent marché, sont les seuls autorisés à intervenir dans l'établissement.

Ces personnes possèdent les qualifications et habilitations requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. L'ENSAD peut à tout moment en demander la justification au titulaire.

Le titulaire remet à l'ENSAD la liste nominative du personnel d'intervention et l'informe préalablement de tout remplacement.

Le titulaire remplace immédiatement le personnel absent ou qui ne donne pas satisfaction par un personnel de qualification équivalente.

Le titulaire s'engage, sauf motif grave, à ne pas modifier profondément et rapidement le personnel mis en place.

5.9. Récusation et remplacement

En complément de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, l'ENSAD se réserve le droit de récuser la présentation d'un agent.

Le changement d'un responsable en cours de marché est subordonné à l'accord écrit préalable de l'ENSAD.

En cas de changement, le titulaire doit désigner un remplaçant et en communiquer le nom et le curriculum vitae à l'ENSAD dans un délai de 5 jours à compter de la demande faite par l'acheteur.

Si l'ENSAD récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 3 jours pour désigner un autre remplaçant et en informer l'ENSAD.

5.10. Stabilité des effectifs

Le personnel du titulaire correspond en nombre et en qualification à ce qui est nécessaire pour assurer la mission qui lui incombe.

Le nombre et le niveau professionnel du personnel et de son encadrement sont indiqués. Toute modification dans la composition du personnel doit être signalée à l'ENSAD sans délai.

Il ne peut procéder à un changement d'effectif sans l'autorisation expresse de l'acheteur.

5.11. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

5.12. Suivi des connaissances

Le titulaire doit assurer les actions de formation de son personnel et en outre s'enquérir de l'état des connaissances sur le plan de la technique et de la sécurité, pour ce qui concerne le personnel de ses sous-traitants.

Une action de formation aux techniques et matériels utilisés sur le site, pour l'exécution des prestations, doit être assurée chaque année, pour chaque agent, par une personne compétente, éventuellement sur le site.

Le titulaire tient à jour un document, permettant de juger de l'efficacité de la formation dispensée et des retours d'expérience, et en informe l'ENSAD à chacune de ses demandes.

5.13. Locaux mis à disposition du titulaire

Des locaux de service sont mis à la disposition du titulaire, conformément à l'article 18 du CCAG-FCS. Ils sont désignés par l'acheteur au titulaire avant le démarrage des prestations.

Il appartient au titulaire, qui reconnaît avoir reçu les équipements et locaux en bon état de marche et conformes aux normes et règlements de sécurité :

- de permettre le libre accès de l'administration au matériel qui doit éventuellement être modifié pour satisfaire à l'évolution des normes imposées par les règlements d'hygiène et de sécurité ;
- de mettre, suivant le programme qui est défini par l'acheteur, les locaux et équipements à disposition de l'administration pour lui permettre d'assurer les opérations normales de maintenance et les visites de contrôle.

Le titulaire doit immédiatement signaler par écrit toute défectuosité constatée avant ou en cours d'utilisation et susceptible de provoquer un accident. Il est responsable des dégradations autres que l'usure normale et des conséquences qu'elles peuvent avoir en cas d'utilisation dans des conditions normales des locaux et équipements prêtés.

Le titulaire est tenu de maintenir les locaux et leurs équipements, qui lui sont confiés en bon état de propreté et de fonctionnement. Les interventions de l'ENSAD, ou des entreprises agissant à sa demande, consécutives à un usage anormal ou au non-respect des consignes d'utilisation font l'objet d'une pénalité égale au montant des interventions prélevées sur les factures du titulaire.

Les réparations des locaux et équipements consécutives à un usage irrationnel ou à l'inobservation des consignes d'emploi ou des règles de sécurité sont à la charge du titulaire par application d'une pénalité égale au montant des réparations.
Pour ces locaux, les éventuelles installations complémentaires ou adaptations souhaitées par le titulaire font l'objet d'un accord préalable de l'acheteur et sont à la charge du titulaire.

La remise en état des lieux est à la charge du titulaire.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux est établi conformément aux dispositions de l'article 18.1 et 18.5 du CCAG-FCS.

5.14. Prestations fournies au titulaire

La fourniture d'énergie électrique nécessaire à l'exécution proprement dite des prestations est assurée gratuitement par l'ENSAD.

Les appels téléphoniques depuis les postes fixes, strictement nécessaires à la bonne organisation des prestations et à la communication avec les services internes de l'ENSAD, sont pris en charge par l'acheteur.

Les installations téléphoniques de l'ENSAD ne peuvent pas être utilisées par les cadres, préposés, sous-traitants, ou fournisseurs du titulaire pour des appels privés.

5.15. Accès aux locaux et aux équipements administratifs

Le personnel du titulaire peut intervenir et circuler dans les zones suivantes à l'exclusion de toute autre :

- Les locaux professionnels affectés au titulaire dans le cadre du marché ;
- Les locaux concernés par les prestations du titulaire ;
- Les circulations permettant d'accéder aux différents locaux ci-dessus.

Des modalités complémentaires d'accès à certains locaux sont éventuellement définies ultérieurement par l'acheteur, le personnel du titulaire doit s'y conformer.

Le personnel du titulaire doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement qui sont imposées par les caractéristiques du bâtiment (ex : permis de feu, carte d'accès, etc.)

L'ENSAD dote le titulaire de clés, cartes ou codes d'accès permettant l'accès aux locaux concernés par le marché. L'ENSAD détermine seule le nombre de clés, de cartes ou de codes d'accès nécessaires à la bonne exécution des prestations et au respect des mesures de sécurité.

En cas de perte, détérioration ou vol, le titulaire avise aussitôt l'acheteur des exemplaires manquants ; ceux-ci sont remplacés par l'ENSAD et font l'objet d'une pénalité égale à leur valeur de remplacement.

Il est expressément interdit au titulaire de reproduire ou faire reproduire les clés manquantes ainsi que de sortir les clés des sites de l'ENSAD, sauf pour leurs restitutions aux postes centraux de sécurité.

5.15.1 - Restitution des moyens d'accès à la fin du service

À chaque fin de service, les clés doivent être déposées dans l'armoire de gestion des clés. En cas de non-restitution d'une clé ou tout autre moyen d'accès, des mesures coercitives prévues à cet effet à l'article 11.3 du présent CCAP sont appliquées, sans préjudice des autres sanctions prévues au marché.

5.15.2 - Vérification et restitution des moyens d'accès pendant et en fin de marché

En fin de marché, le titulaire est tenu de remettre à l'ENSAD les clés et cartes d'accès confiées initialement et en cours de marché.

Toutefois, l'ENSAD se réserve la possibilité tout au long du marché et à tout moment de procéder à des vérifications du nombre de clés et cartes d'accès déposées dans le local prévu à cet effet et d'appliquer les sanctions et pénalités prévues à l'article 11.3 du présent CCAP.

5.16. Forme des communications

En complément des dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS, le titulaire, en cas d'urgence, doit communiquer à l'ENSAD par courriel tous les éléments qu'il juge nécessaires. Il en assure ensuite l'envoi suivant les formes légalement recevables conformément aux dispositions du 3.1 du CCAG-FCS.

Les incidents sur site donnent lieu à une information orale immédiate à l'acheteur. Cette première mesure est suivie d'un rapport écrit détaillé qui doit être remis dans un délai maximum de 4 heures s'il s'agit d'un incident survenu le jour et le lendemain s'il s'agit d'un incident survenu la nuit.

Article 6 – Mesures particulières

6.1. Grèves

En cas d'arrêt de travail des salariées du titulaire pour fait de grève des salariées du titulaire, ce dernier est tenu d'exécuter obligatoirement un service minimum dont les modalités ainsi que la durée sont précisées par l'acheteur.

Au-delà du délai susvisé imparti au titulaire, et en cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat, l'ENSAD y pourvoit par tous moyens qu'elle juge utiles, aux frais, risques et périls de la société. Les mesures qui sont prises dans ce cas sont limitées à la durée de la grève.

6.2. Interdictions momentanées

Des interdictions momentanées d'accéder ou de circuler dans les locaux peuvent être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités, ou à l'occasion d'alertes, d'exercices ou d'incidents signalés dans les bâtiments ou à proximité. L'ENSAD ainsi que les forces de police peuvent décider de surveiller, faire arrêter les prestations ou évacuer les bâtiments à l'occasion de visites officielles et d'incidents éventuels qu'ils ont pour mission de prévenir.

A cet effet, l'acheteur, les services de sécurité ou la police peuvent prescrire le déplacement d'un matériel, d'un équipement ou d'un stock quelconque ainsi que le libre accès aux locaux occupés par le titulaire aux fins de fouilles et visites.

Article 7 – Assurances et responsabilité

7.1. Assurance

Le titulaire est responsable des dommages suivants :

- dommages ou préjudices de toute nature qui peuvent être causés à ses propres préposés ou à ceux de ses sous-traitants et à leurs biens du fait de leur prestation objet du présent marché,
- Dommages ou préjudices de toute nature qui peuvent être causés par ses préposés, aux biens de l'ENSAD, aux agents et public de l'ENSAD et à leurs biens, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens, et trouvant leur origine lors de l'exécution des prestations.

Le titulaire et ses assureurs garantissent l'ENSAD de toutes actions ou réclamations de tiers (y compris ses personnels) contre tous dommages ou préjudices pour les dommages ci-dessus mentionnés.

Pour couvrir sa responsabilité définie au présent marché, le titulaire déclare avoir garanti auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut encourir pour les dommages causés à l'occasion ou du fait de l'exercice de ses activités.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du contrat les couvertures d'assurance susvisées et à en justifier à première demande de l'ENSAD, pour chaque année d'exécution du marché.

Le titulaire fournit dans les 15 jours suivant la notification du marché et, à chaque reconduction, les attestations d'assurance correspondant aux différents risques. De même, le titulaire fournit une attestation d'assurance après chaque modification ou renouvellement de ses polices d'assurance.

Dans tous les cas de constatation de dommage, le titulaire déclare le sinistre à ses assureurs, prend immédiatement toutes mesures conservatoires en accord avec l'ENSAD, pour garantir les résultats du marché.

7.2. responsabilité du titulaire envers les tiers

Le Titulaire se substitue à l'acheteur public dans ses droits et actions nés ou à naître à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs, des installateurs, des exploitants antérieurs et de tout tiers responsable ou estimé responsable d'une avarie ou d'un dommage survenant aux installations dont il a la charge.

S'il s'agit de dommages mettant en jeu la **responsabilité biennale ou décennale** de l'installateur, des fournisseurs et (ou) des constructeurs ou la responsabilité d'un tiers, le Titulaire fera son affaire de toute action amiable ou contentieuse à leur encontre.

Article 8 – Sous-traitants

8.1. Déclaration, acception, et agrément

8.1.1. Désignation des sous-traitants

Les sous-traitants sont désignés dans l'acte d'engagement.

Dans le cas contraire, l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial (ATTRI 2) signé en cours de marché par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui conclut le contrat de sous-traitance.

Conformément à l'article L 2193-3, et aux articles R 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'acheteur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions fixées l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Le sous-traitant direct du titulaire du marché qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur est payé pour la part du marché dont il assure l'exécution en vertu de l'article L2193-10 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant direct du titulaire du marché est payé directement par lui en vertu de l'article L 2193-11 du Code de la commande publique.

Le titulaire envisageant de sous-traiter une partie de ses prestations, doit joindre les documents suivants :

- Le projet de déclaration de sous-traitance, (DC4) ;
- Les attestations fiscales et sociales montrant que le sous-traitant est en règle avec les obligations faites par le code de la commande publique ;
- Le formulaire DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement », disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declarationcandidat-dc1dc2-dc3-dc4>) ou tout autre document contenant l'ensemble des informations requis ;
- Une liste des principales références pour des prestations similaires à l'objet du marché au cours des trois dernières années (durée inférieure autorisée pour les sociétés nouvellement constituées). Les références détailleront notamment l'objet, le montant, la date et le caractère public ou privé du destinataire et le cas échéant le nom dudit ou desdits destinataires. Les références peuvent concerner d'autres éventuels opérateurs économiques dans le cas où leurs capacités doivent être prises en compte.

Dans le cas où la demande est présentée après la conclusion du marché, le titulaire remet contre récépissé à l'ENSAD ou adresse en recommandé avec avis de réception, la ou les demandes d'acceptation du ou des sous-traitants concernés et ce **IMPÉRATIVEMENT AVANT TOUTE INTERVENTION DU OU DES SOUS-TRAITANTS**.

Pour rappel, toute sous-traitance occulte peut-être sanctionnée par la résiliation du marché concerné aux frais et risques du titulaire.

8.1.2. Modalités de paiement direct

L'attestation de paiement à un sous-traitant doit être établie selon le modèle produit par l'ENSAD.

Elle doit obligatoirement comporter au minimum :

- le nom du titulaire et du sous-traitant;
- les références de l'acte spécial : N°, montant T.T.C., taux de T.V.A., prestations sous-traitées - mois des prestations sous-traitées;
- le montant H.T, le taux de la T.V.A. ainsi que le montant T.T.C. à régler directement;
- l'état récapitulatif des règlements déjà effectués;

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à sa facture une attestation signée indiquant la somme à régler par l'acheteur à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation prévue dans le contrat de sous-traitance et inclus la T.V.A.

Dans le cas d'un groupement, si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

8.2. Condition d'intervention d'un sous-traitant

Le contrat de sous-traitance est soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché, le titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants.

Le titulaire prend toutes dispositions pour assurer la coordination de l'intervention des entreprises extérieures sous-traitantes agréées.

Article 9 – Prix

9.1. Contenu des prix

Les prix sont réputés complets, conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du C.C.A.G-FCS. Ils comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

9.2. Actualisation des prix

Les prix peuvent être actualisés si le délai entre la date du dépôt de l'offre et la notification du marché au titulaire est supérieur à 3 mois, par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (I_n(n-3) / I(o))$$

dans laquelle :

P = prix actualisé HT

P_o = prix initial HT

I_n (n-3) = c'est la valeur disponible de l'index CPF 43.22 Plomberie, installation de chauffage et de conditionnement d'air concerné à la date de la remise de l'offre.

I_o = valeur de l'index CPF43.22 Plomberie, installation de chauffage et de conditionnement d'air publié à la date de l'actualisation.

9.3. Révision des prix

Les prix du marché sont établis aux conditions économiques du mois m° indiqué dans l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché.

A chaque reconduction ces prix peuvent être révisables annuellement à la date anniversaire de la notification du marché par application de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times (\text{CPF (1) } 43.22 / \text{CPF (0) } 43.22)$$

Dans laquelle :

P_1 = prix révisé

P_0 = prix d'origine ou dernier prix révisé

CPF (1) 43.22 = dernier indice des prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 43.22 – Plomberie, installation de chauffage et de conditionnement d'air publié à la date de révision.

CPF (0) 43.22 = dernier indice des prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 43.22 – Plomberie, installation de chauffage et de conditionnement d'air – publié à la date de la précédente révision ou indice d'origine (dernier publié à la date de signature du marché).

L'identifiant INSEE présent dans la formule de révision mentionnée ci-dessus est susceptible, en cours d'exécution du marché, d'être arrêté et remplacé par un nouvel indice équivalent suite à la décision de l'INSEE.

Une facture spécifique récapitulera le paiement demandé au titre de l'application de la formule de révision des prix. Le titulaire veillera à expliciter la formule de révision en indiquant notamment la valeur des indices qui a servi de base à la révision de ses prix.

Article 10 – Modalités de paiement

10.1. Généralités

Le paiement de chaque facture s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

De façon à permettre d'assurer le suivi du marché, le titulaire remet, chaque mois, en même temps que sa facture, un document synthétique sur l'état des installations comprenant :

- Le suivi de la marche des installations.
- Les éditions GTC et téléalarmes.
- Le suivi des interventions entretien et dépannage.
- La liste des travaux à programmer en et hors période de chauffe.
- Le suivi des consommations.

- Toutes observations utiles au meilleur fonctionnement des installations
- Les relevés de températures effectués

Les prestations dues au titre de la part à commande sont réglées au titulaire après acceptation des prestations relatives à chaque bon de commande.

Le règlement de chaque bon de commande concernant l'exécution du marché, fait suite à la production par le titulaire d'une facture correspondant au bon de commande.

Chaque facture relative à un bon de commande doit être distincte de toute facture relative aux mensualités du forfait.

10.2. Mentions sur les factures

La facture présentée au paiement est établie en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom et adresse du créancier,
- numéro du compte bancaire ou postal,
- numéro et date du marché et de chaque avenant, le cas échéant, les prestations exécutées, et la période,
- le montant hors taxes de la prestation exécutée, en valeur mo (montant d'origine),

Sur la première facture révisée de l'année :

- le calcul de la révision avec la valeur des indices (justifiés par la publication),
- le montant hors taxes révisé,
- le rappel de révision depuis la date anniversaire,
- le taux de la TVA en vigueur, son montant, et le montant exprimé toutes taxes comprises,
- la facture est datée et signée.

L'ENSAD peut éventuellement demander la justification des factures des fournisseurs.

Facturation sur bon de commande :

- la facturation peut être détaillée en annexe à la facture forfaitaire mensuelle décrite ci-dessus,
- ou une facture spécifique aux bons de commande peut être établie au mois ou au trimestre,



- la facture est présentée dans les conditions décrites ci-dessus, et comportant en annexe les bons de livraison signés du chef de site.

L'ENSAD peut éventuellement demander la justification des factures des fournisseurs.

Le règlement est effectué par virement, au compte courant postal, ou bancaire indiqué par le Titulaire à l'article B3 de l'acte d'engagement.

L'ordonnateur est le Directeur de l'ENSAD.

Le payeur est l'Agent comptable de l'ENSAD.

Les factures et avoirs sont transmis exclusivement en mode dématérialisé via le portail CHORUS, en utilisant le numéro SIRET de l'ENSAD : 197 534 704 00014, et en reportant le code service et le numéro d'engagement qui figurent sur les bons de commande.

10.3. Délais de paiement

Le paiement, par virement, intervient dans un délai de 30 jours compté à partir de la date de réception de la facture constitutive de la demande de paiement en vertu de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

Les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus, conformément à l'article R.2192-32 du code de la commande publique.

En vertu de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

10.4. Avance versées au titulaire

Une avance prévue à l'article R 2191-3 du code de la commande publique est versée au titulaire sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct (Article R2193-18).

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct (Article R2193-19).

Pour le calcul du montant de cette avance, les limites fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial.

Conformément à l'article R2193-21 si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à l'acheteur, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur dès la notification de l'acte spécial.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies aux articles R. 2191-6 à 2191-10 du code de la commande publique.

Conformément aux articles R.2191-11 et R.2191-12, le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées, régie exclue, par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial (hors TVA) du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant a atteint 80 % du montant initial (hors TVA) du marché.

Il s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de révision de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

En application des dispositions de l'article R 2191-9 du code de la commande publique, son montant n'est ni révisé, ni actualisé.

10.5. Avance versée aux sous-traitants

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial (Attri2) par l'acheteur conformément à l'article R2193-20.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que celles prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12.

10.6. Prestations non conformes

Les réfections et pénalités cumulables telles que prévues au marché, s'imputent d'office sur les règlements. Il est entendu que ces pénalités révisables selon la formule adoptée pour la révision du prix de règlement des prestations du titulaire, ne sont appliquées que lorsque le titulaire est reconnu responsable du défaut de prestation.

Cependant il appartient au titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

10.7. Règlement des sous-traitants

10.7.1. Répartition des paiements

Les paiements sont répartis entre le titulaire et chacun de ses sous-traitants à concurrence du montant indiqué dans l'Acte d'Engagement ou dans chaque déclaration de sous-traitance.

Dans le cas d'un Groupement d'Entreprises, les prestations sous-traitées sont payées à due concurrence du montant indiqué dans l'Acte d'Engagement ou dans chaque déclaration de sous-traitance à chaque sous-traitant.

10.7.2. Règlement des comptes en paiement direct

Le paiement effectif du sous-traitant est subordonné à la production, par le titulaire :

- d'une copie de la Décomposition de Prix Global et Forfaitaire (DPGF) mettant en évidence la part des prestations sous-traitées,
- du pourcentage de la prestation exécuté,
- de l'attestation de paiement direct.

Article 11 – Pénalités et Mesures coercitives

11.1. Pénalités

En dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités suivantes sont applicables.

S'il y a défaillance du titulaire ne résultant pas d'un cas de force majeure, les manquements constatés entraînent, outre le non-paiement des prestations non fournies, les pénalités suivantes :

11.1.1 – Disposition générales relatives aux pénalités

Pour interruption du chauffage ou retard à la remise en service de plus de 12 (douze) heures consécutives, cent (100) euros HT par jour d'interruption.

Pour insuffisance ou excès de température moyenne telle que fixée à l'article 7 du CCTP, soixante-quinze (75) euros HT par jour d'interruption.

Les manquements prolongés sont notifiés par l'ENSAD au titulaire par lettre recommandée. Le titulaire est tenu d'y remédier dans les 48 heures après réception, les pénalités prévues au présent article continuant à courir.

En cas de non-respect des prestations (relatives au P2), et ce, par site, il est appliqué par mois la pénalité d'un montant de 300 € HT.

En cas de non-fourniture des documents de contrôle de l'exploitation dus au titre du présent marché, il est appliqué la pénalité journalière d'un montant de 150 € HT.

Dans le cas où l'ENSAD réclame des documents administratifs que le titulaire ne fournit pas sous 15 jours (quinze jours), il lui est fait application d'une pénalité journalière d'un montant de 150 € HT.

11.1.2 – Dispositions particulières aux pénalités

Au-delà de ce délai de 48 heures, l'ENSAD peut prendre, aux frais du titulaire, les mesures nécessaires pour assurer par d'autres moyens la marche normale de l'exploitation ; dans ce cas, les pénalités prévues en 11.1.1, ci-dessus cessent.

Si 15 (quinze) jours après la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception le titulaire n'a pu assurer la reprise d'une exploitation normale, le contrat peut être résilié de plein droit à l'initiative de l'ENSAD.

11.1.3 – Force majeure et poursuite de l'exploitation

Sont assimilés à des cas de force majeure dégageant sa responsabilité tous les événements exceptionnels non imputables au titulaire et qu'il ne peut ni prévoir ni empêcher et le mettant en outre dans l'impossibilité de remplir tout ou partie de ses engagements. Il est entendu que, à l'occasion de tels événements, le titulaire recherche avec l'ENSAD toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif du chauffage et d'organiser la poursuite d'une exploitation, même partielle, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure, les pénalités ci-dessus n'étant plus applicables.

11.1.4 – Délais d'exécution des pénalités et cumul des pénalités

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Ces pénalités sont cumulables et non libératoires.

11.2. Disposition d'application

Le présent article s'applique sans préjudice des possibilités réglementaires de résiliation du marché.

Dans le cas de prestations non conformes, l'information est transmise par l'ENSAD par tout moyen à sa convenance : téléphone, courrier électronique. Le titulaire informe l'ENSAD de son intervention pour y remédier.

L'ENSAD peut, par courrier recommandé avec accusé de réception, mettre le titulaire en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de 24 heures.

Si à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer une fourniture normale, l'ENSAD peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire. De plus, si quinze (15) jours après l'envoi de la lettre recommandée, le titulaire n'a pas assuré la reprise d'une exploitation normale, le marché peut être résilié de plein droit à la seule initiative de l'acheteur.

11.3 – Non-restitution ou perte de clés

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'ENSAD toute perte de clé.

L'absence de restitution ou la perte de clés peut donner lieu à rupture du marché.

L'absence de restitution ou la perte de clés peut entraîner le remplacement par l'ENSAD des cylindres de serrures correspondantes, et la réclamation au titulaire du remboursement des frais avancés pour recouvrer les conditions initiales de sécurité à l'intrusion des locaux.

Article 12 – Opérations de vérifications et d'admission

L'ENSAD peut contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations exécutées.

Il est également précisé que l'ENSAD se réserve la possibilité de faire exécuter à ses frais par un conseil technique extérieur l'ensemble des contrôles techniques, financiers et administratifs auxquels le titulaire du marché sera soumis et que celui-ci ne pourra s'opposer au choix de l'ENSAD.

Les opérations de vérification et leur déroulement ont lieu à l'occasion des interventions d'exploitation ou d'entretien ou indépendamment de celles-ci, dans les conditions fixées aux articles 27 et 28 du CCAG/FCS.

Les résultats à obtenir sont appréciés sur les bases contractuelles liées au respect des températures préalablement fixées (conformément au CCTP).

A la suite de ces vérifications, les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction, ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG FCS par l'acheteur.

Article 13 – Garantie :

Les prestations faisant l'objet du présent marché bénéficient de la garantie pièces et main d'œuvre des défauts de la chose vendue, instituée par les articles 1641 à 1649 du Code Civil, et de l'obligation générale de conformité et d'aptitude à l'usage de la fourniture mise à la charge du titulaire, d'une durée de deux ans.

Il est précisé que pendant la période de garantie, le titulaire s'engage à remplacer gratuitement toute fourniture jugée défectueuse par l'ENSAD dans un délai identique au délai initial.

Article 14 – Règlement des différends

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Toute difficulté dans l'interprétation, ou l'exécution du présent marché, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, est soumise à la juridiction de droit public.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le tribunal administratif de Paris.

Article 15 – Modification en cours d'exécution du marché

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- à la forme de la société ;
- à la raison sociale de la société ou à sa dénomination ;
- à son siège social ;
- à son capital social ;
- et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.

Article 16 – Obligation de discrétion

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents échangés.

Le personnel du titulaire et de ses sous-traitants doit s'engager à ne divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues par le marché. Au titre de l'article 1384 du Code Civil le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'ENSAD à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par l'ENSAD au titulaire.

Article 17 – Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché concerné et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont à adresser à l'adresse suivante : marchepublic@ensad.fr

A défaut, le marché concerné est résilié dans les conditions prévues au présent CCAP. Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, l'ENSAD peut, après mise en demeure du titulaire :

- appliquer une pénalité dont le montant s'élève à 100 (cent) euros par jour d'infraction. Les pénalités s'appliquent jusqu'à ce que la situation litigieuse cesse et pour une période maximum de 15 jours.
Cependant, le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 du code du travail et dans la limite de 10% du montant consommé sur le marché concerné à la date d'expiration du délai laissé au titulaire pour faire cesser la situation litigieuse ;
- résilier le marché concerné sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Il est précisé que, pour tous les marchés d'un montant supérieur à 5.000 (cinq mille) euros H.T., l'article L.8222-1 du code du travail impose à l'administration d'obtenir de la part de ses prestataires, tous les six mois et, jusqu'à la fin de la durée d'exécution du marché, la production des pièces établissant qu'il s'acquitte des formalités relatives au travail dissimulé.

Le titulaire doit également remettre à l'ENSAD, tous les six mois durant l'exécution du marché, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnés aux articles L.5221-2, L.5221-3 et L.5221-11 du code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas de non-délivrance de l'ensemble de ces documents à l'ENSAD tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché, le présent contrat pourra être résilié aux torts du titulaire.

Article 18 – Conditions de résiliation du marché

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci :

- soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG-FCAS,
- soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS,
- soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG-FCS.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG-FCS.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 19 – Dérogations au CCAG – FCS

L'article 11.1 du présent CCAP intitulé « pénalités et mesures coercitives » déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

À Paris, le

Le titulaire